



LA FEDERATION COMMUNIQUE

RÉSOLUMENT DANS LES LUTTES

L'augmentation faramineuse des prix, les régressions programmées par le Président de la République sur l'ensemble des droits sociaux en France, conjuguées à l'arrogance patronale, entraînent une montée en puissance du mécontentement des salariés. Des exigences s'expriment de plus en plus clairement pour des augmentations immédiates de salaire, la défense des emplois, de la protection sociale, l'amélioration des conditions de travail, le respect des libertés et des droits syndicaux.

Les luttes se développent dans les entreprises de nos secteurs chez Sofrapain, Lustucru, Kronenbourg, Net Cacao, à l'ONF, Saveur de France, Barry Callebaut, Lu, Yoplait, William Saurin, Badoit, à la Bresse, dans les branches professionnelles et les groupes Bel, Bigard, Nestlé, Danone, Pasquier, Unilever, ... D'autres initiatives sont en préparation.

Les grèves des cheminots du 14 novembre pour les retraites, mais aussi des salariés de la RATP, des électriciens et gaziers, la journée d'action du 20 novembre dans la fonction publique, participent pleinement d'un processus de mobilisations et d'actions.

Notre Fédération appelle l'ensemble de ses syndicats à s'engager résolument dans le combat à partir des revendications élaborées dans chaque entreprise, dans chaque groupe, dans chaque branche professionnelle. Elle appelle à développer des actions tous azimuts et sous toutes les formes : pétitions, délégations massives auprès des directions, débrayages, appels à la grève, manifestations dans les usines, les ateliers, les bureaux, les villes et les villages, participations massives aux initiatives professionnelles et interprofessionnelles....

Le patronat et le gouvernement doivent sentir que les travailleurs veulent des réponses concrètes à leurs exigences. Chacune de ces luttes se conjuguera avec les luttes des salariés d'autres secteurs professionnels. Leur convergence permettra de faire grandir le rapport des forces pour gagner des avancées sociales et répondre aux besoins des salariés.

Montreuil,
Le 9 novembre 2007